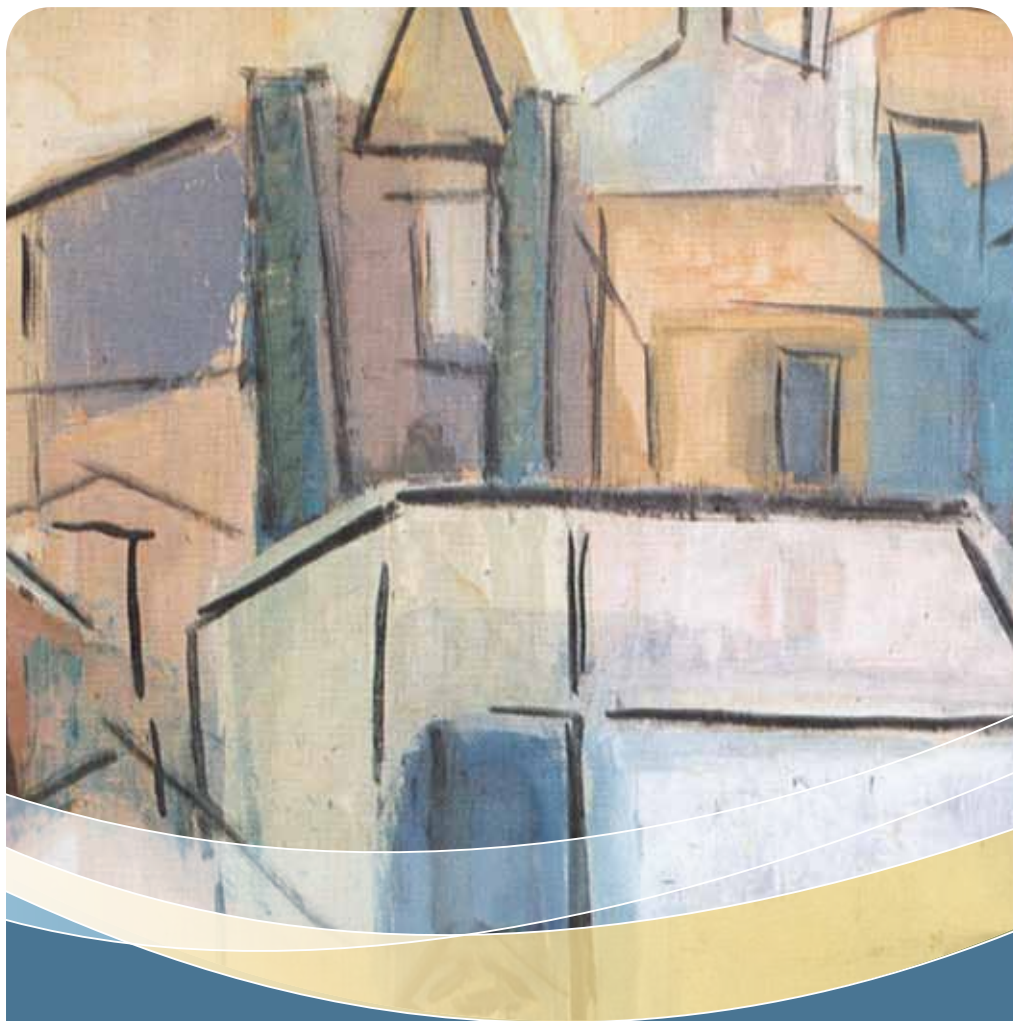




L'ÉDUCATION FINANCIÈRE POUR TOUS

Les stratégies et les bonnes pratiques
en matière d'éducation financière
au sein de l'Union européenne



Comité économique et social européen

Comité économique et social européen
Section spécialisée «Union économique et monétaire,
cohésion économique et sociale» (ECO)

La présente publication se fonde sur l'avis d'initiative du Comité économique et social européen (CESE) sur le thème «Éducation financière et consommation responsable de produits financiers»¹, adopté le 14 juillet 2011.

Le rapporteur de cet avis était **Carlos Trias Pintó**, membre espagnol du CESE appartenant au groupe Activités diverses. **Enrique Castelló Muñoz**, professeur en gestion d'entreprises à l'Universidad Complutense de Madrid, est intervenu en qualité d'expert.

L'avis précité a servi de base à cette publication, dont les travaux de recherche ont été réalisés par **ASGECO Confederación** (association générale espagnole des consommateurs). En outre, la contribution du président de la section spécialisée «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale», **Michael Smyth**, ainsi que du secrétariat ECO du CESE a été primordiale, en particulier celle de **Gerald Klec** et de **Raffaella Zaccheddu**.

¹ JO C 318 du 29.10.2011 p. 24.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Préface: Staffan Nilsson, Président du Comité économique et social européen 3

L'importance de l'éducation financière: Michael Smyth, président de la section spécialisée «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale», CESE 4

Contexte de l'éducation financière: le rôle des institutions européennes et des organisations internationales 5

L'avis du CESE sur le thème «Éducation financière et consommation responsable de produits financiers» 7

Recueil de bonnes pratiques en matière d'éducation financière au sein de l'Union européenne 9

Allemagne 10

Irlande 12

Espagne 13

France 15

Italie 17

Hongrie 20

Autriche 22

Slovaquie 27

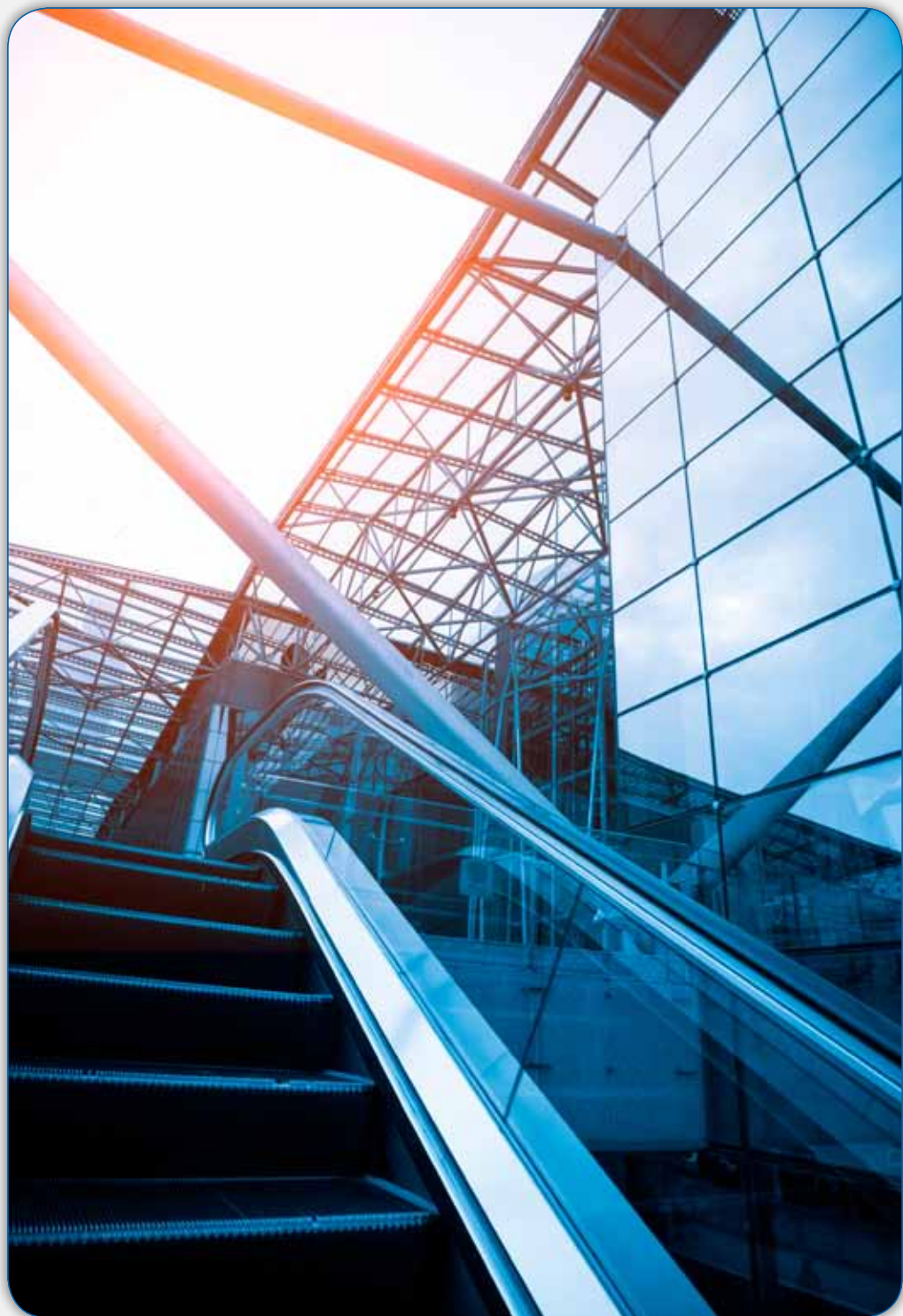
Suède 29

Royaume-Uni 31

Initiatives de la Commission européenne en matière d'éducation financière dans l'UE 34

Perspectives d'avenir en matière d'éducation financière 36

Glossaire de l'éducation financière 40





Préface: Staffan Nilsson, Président du Comité économique et social européen

Mesdames et Messieurs,

Le message politique clé que j'ai choisi pour ma présidence du Comité économique et social européen était «Mobilisons-nous pour une Europe durable». Inciter les parties prenantes à proposer des programmes d'éducation financière et des produits financiers transparents constitue un aspect particulièrement important de cet objectif plus large, car cela permettra de jeter les bases d'un modèle bancaire durable.

Je voudrais donc remercier mes collègues de la section spécialisée «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale» pour leur initiative, qui a abouti à l'élaboration d'un avis du CESE sur le thème «Éducation financière et consommation responsable de produits financiers», ainsi qu'à cette publication intéressante.

À mon initiative, le 25 septembre 2012, le CESE a tenu une importante conférence, intitulée «Mobilisons-nous pour une Europe plus forte». L'une des conclusions principales de cette conférence était qu'il convient d'améliorer la protection des consommateurs de produits financiers et que cette amélioration nécessite un soutien financier de l'UE et un dialogue spécifique entre le secteur financier et les organisations de la société civile sur les questions de réglementation, d'autorégulation, d'éducation financière et d'accès à des produits et services financiers transparents.

Avec cette publication, le CESE, en tant que représentant institutionnel de la société civile organisée à l'échelle européenne, souhaite apporter sa contribution en aidant à diffuser des informations sur les initiatives en matière d'éducation financière.

J'espère que vous en apprécierez la lecture.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Staffan Nilsson'.

Staffan Nilsson

Président du CESE



L'importance de l'éducation financière: Michael Smyth, président de la section spécialisée «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale», CESE

Mesdames et Messieurs,

Cette brochure du CESE traite d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur, à savoir l'éducation financière et la consommation responsable des produits financiers. J'ai d'ailleurs participé activement aux travaux du CESE en la matière.

Le comportement socialement irresponsable des institutions financières constitue l'une des causes principales de la crise financière, qui s'est transformée en une crise économique, sociale et politique majeure. L'innovation financière et l'opacité du système financier en général ont empêché les citoyens de pénétrer les arcanes du fonctionnement d'un marché déjà complexe en soi et mondialisé, inondé de produits financiers d'une diversité considérable.

L'éducation financière constitue un instrument stratégique qui doit accompagner la nouvelle régulation du système financier. Un système financier plus solide, plus sûr et plus transparent repose sur des consommateurs responsables et engagés en faveur du développement de leurs capacités financières.

Une partie importante des décisions qu'une personne doit prendre durant sa vie est associée à un comportement financier. Depuis la recherche de financement pour les études jusqu'à la planification de la pension de retraite, ces décisions ont une incidence directe sur l'entourage personnel et familial du citoyen. L'éducation financière permettra aux consommateurs de prendre des décisions en connaissance de cause et favorisera une consommation intelligente des produits financiers.

L'objectif ne doit pas être simplement de transmettre des connaissances et des attitudes («éducation financière»), mais aussi de parvenir à une capacité de jugement bien informé («alphabétisation financière») afin que les citoyens puissent, dans la réalité concrète, prendre des décisions appropriées lorsqu'ils gèrent leurs économies à titre individuel («renforcement des aptitudes financières»).

Les entités financières ont également un rôle important à jouer en s'engageant vis-à-vis de la société à adopter des pratiques honnêtes et transparentes dans la prestation de services aux clients. Le CESE prône la mise en œuvre de mesures visant à limiter les innovations financières qui ne sont d'aucune utilité sociale.

Je suis convaincu que les initiatives destinées à dispenser une éducation financière profiteront à l'ensemble de la société en renforçant les capacités des citoyens, leur permettant ainsi de prendre les bonnes décisions sur la gestion de leurs finances personnelles dans la vie réelle. Cette approche est susceptible de réduire l'exclusion financière et le surendettement, et d'accroître le bien-être général.

Michael Smyth

Président de la section spécialisée «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale», CESE

Contexte de l'éducation financière: le rôle des institutions européennes et des organisations internationales

Le CESE s'est prononcé à maintes reprises sur la nécessité de promouvoir des politiques d'éducation financière afin d'améliorer la protection du consommateur sur les marchés financiers, compte tenu de la fragilité de la position du consommateur qui achète au détail face à un marché inondé d'instruments financiers complexes et à un secteur financier qui, dans une certaine mesure, a agi de manière irresponsable en omettant de fournir des informations sur les risques que lesdits produits entraînent.

Par «éducation financière», on entend le processus par lequel les consommateurs améliorent leur compréhension des produits financiers et acquièrent des connaissances plus larges sur les risques financiers et les possibilités que présente le marché, devenant ainsi aptes à prendre des décisions d'ordre économique

à partir d'informations appropriées. Une éducation financière pleinement accessible profite à l'ensemble de la société, en réduisant les risques d'exclusion financière et en encourageant les consommateurs à planifier et à épargner, ce qui contribue également à éviter le surendettement.

Pour promouvoir la culture financière des consommateurs, les organismes régulateurs, les entités financières et les autres acteurs de la société civile ont lancé diverses initiatives sous l'intitulé «Plans d'éducation financière».

Ce thème n'est pas une nouveauté: il a été abordé par le passé par la Commission européenne², l'OCDE³, le Conseil «Affaires économiques et financières» (ECOFIN) et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV)⁴.

² La Commission européenne a publié «Huit principes de base pour des programmes d'éducation financière de qualité», COM(2007) 808 final.

³ En juillet 2005. Il faut aussi souligner le projet de l'OCDE de 2009 sur l'éducation financière.

⁴ L'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) a été la première à reconnaître l'importance de l'éducation financière en 1998.



Les initiatives institutionnelles les plus significatives menées en la matière au niveau européen ont été la mise en place d'un large volet sur l'éducation financière dans le cadre du projet d'éducation à la consommation intitulé DOLCETA (Development of On Line Consumer Education Tools for Adults – développement d'outils en ligne pour l'éducation continue à la consommation) et la création par la Commission européenne, en octobre 2008, du Groupe d'experts sur l'éducation financière (GEEF). Celui-ci s'est réuni périodiquement entre 2008 et 2010 en vue d'analyser les différentes stratégies visant à développer des programmes d'éducation financière et à encourager la coopération public-privé afin de favoriser une meilleure mise en œuvre.

En règle générale, les organisations internationales et les institutions européennes ont pour objectif d'améliorer le niveau d'alphabétisation financière et de promouvoir une consommation responsable des produits financiers. Dans la mesure du possible, ils devront également évaluer l'impact des différents programmes mis en œuvre au cours des dernières années, l'objectif étant de reproduire les meilleures pratiques dans un maximum de pays.

Dans tous les cas, l'éducation financière seule ne suffira pas si elle n'est pas accompagnée d'une législation appropriée qui protège le consommateur des pratiques trompeuses et frauduleuses.



L'avis du CESE sur le thème «Éducation financière et consommation responsable de produits financiers»

Messages principaux

Le CESE reconnaît que la Commission européenne et l'OCDE ont réagi face à la complexité et l'opacité croissantes du système financier.

Le CESE:

- o invite dès lors le secteur financier à dûment appliquer la nouvelle réglementation et à faire preuve d'autorégulation pour favoriser des pratiques appropriées et honnêtes qui facilitent l'accès à des produits financiers transparents;
- o estime qu'il incombe aux citoyens européens de développer leurs aptitudes financières tout au long de leur existence. L'éducation financière doit être conçue comme une politique holistique, fondée sur la collaboration de tous les acteurs concernés;
- o demande que l'éducation financière soit intégrée dans les programmes d'enseignement à titre de matière obligatoire et, en prolongement, dans les plans de renforcement des aptitudes et de recyclage des travailleurs;
- o estime qu'une éducation financière pleinement accessible est bénéfique pour l'ensemble de la société. Le secteur financier doit de son côté

s'engager activement dans une double action conjuguant microfinancements et éducation, et faciliter l'accès à des services financiers de base;

- o met en évidence l'impact limité des programmes actuels d'éducation financière et souligne qu'il est important d'évaluer leur caractère approprié;
- o insiste sur la nécessité d'inscrire les besoins des consommateurs de produits financiers parmi les thèmes prioritaires des réunions internationales à haut niveau, en particulier les sommets du G20. À cet égard, il demande la constitution d'un groupe d'experts en protection financière du consommateur.



Carlos Trias Pintó, rapporteur de l'avis du CESE sur l'éducation financière.

Contenus de l'éducation financière⁵

Produits	Domaines et publics cibles	Canaux
Épargne ou passif (comptes d'épargne, feuilles de paie)	Apprendre à épargner (enfants et jeunes)	Établissements scolaires Lieux de travail
Investissements ou actifs (crédits à la consommation ou hypothécaires)	Commencer à travailler (jeunes) Commencer une vie indépendante (jeunes)	Associations professionnelles ou syndicales
Moyens de paiement (cartes de débit ou de crédit)	Fonder une famille (adultes)	Associations de consommateurs
Produits parafinanciers (assurances, plans de retraite)	Préparer la retraite (personnes âgées)	Maisons de retraite
Services (virements, conseils, tarifs)	Gestion financière d'une microentreprise (entrepreneurs)	Médias Internet

⁵ À titre d'illustration, sans caractère exhaustif ni limitatif.

Recueil de bonnes pratiques en matière d'éducation financière au sein de l'Union européenne

Ce chapitre présente une série représentative de bonnes pratiques en matière d'éducation financière s'inscrivant dans le cadre de divers programmes et projets très divers menés à bien par un grand éventail d'acteurs (sociaux, éducatifs, financiers, etc., sur la base d'initiatives privées et publiques). Ainsi, ces pratiques pourront servir de référence.

Ce recueil de pratiques exemplaires a été réalisé sur la base de paramètres de diversité géographique et de population cible, en évitant les doubles emplois. Par conséquent, si toutes les pratiques pouvant présenter un caractère pertinent ne s'y trouvent pas, celles qui y sont répertoriées sont néanmoins réellement pertinentes.

Afin d'en faciliter la lecture, la comparaison et la re-production, nous avons présenté les pratiques sous forme de fiches, en utilisant à chaque fois les mêmes éléments. En outre, pour améliorer davantage l'aspect pratique, nous avons ajouté les liens vers les différents programmes, permettant d'accéder directement aux informations qu'ils contiennent.

Outre les références concrètes apportées dans les pages suivantes, le site web développé par l'OCDE⁶ est un instrument de consultation en ligne indispensable, qui comprend des initiatives en matière d'éducation financière de plus de 70 pays, répertoriées en fonction de divers critères de recherche (secteurs, programmes, etc.).

⁶ <http://www.financial-education.org/>.





ALLEMAGNE

Promoteur: Sparkassen-Finanzgruppe (SBFIC).

Public cible: principalement les citoyens des régions où les caisses exercent leurs activités.

Objectifs du programme: promouvoir le développement local et régional en se fondant sur des connaissances solides en matière d'éducation financière en vue de sensibiliser à l'utilisation rationnelle des ressources financières, à la planification et à la prévision financière.

Le programme a pour but d'encourager la croissance économique, d'instaurer la confiance et d'œuvrer pour la stabilité des familles, des entreprises et des économies locales et régionales. Les Sparkassen, caisses d'épargne décentralisées et axées sur l'offre de services financiers bancaires, coordonnent les programmes. Parmi leurs objectifs, fixés par la loi, figurent la promotion de l'éducation financière auprès de la population et la sensibilisation des enfants et des jeunes à l'utilisation de l'argent et à la nécessité d'épargner, aspects développés depuis plus de 70 ans.

Les actions en bref:

- o la réalisation d'études et d'analyses;
- o la conception de matériel pédagogique pour l'enseignement de l'éducation financière;
- o l'organisation de forums stratégiques pour débattre de l'avenir de l'éducation financière et définir des orientations pour la mise en pratique des actions;
- o la mise en place de programmes spécifiques pour la formation des entrepreneurs et chefs d'entreprise sur des thèmes économiques et sur la gestion de leurs affaires;
- o également la mise en place de programmes spécifiques pour le développement de l'éducation financière en Amérique latine, notamment au Mexique, au Salvador, au Pérou;



o les experts de la Fondation des caisses d'épargne sont chargés:

- d'organiser des formations visant à améliorer la connaissance des concepts économiques et financiers ainsi que de leur fonctionnement, des droits et obligations et des risques inhérents;
- de contribuer à encourager la consommation responsable aux fins d'une prise de décision adéquate, en évitant le surendettement.

Résultats obtenus:

étant donné la forte implantation des caisses d'épargne en Allemagne, les programmes du groupe ont été très largement diffusés. En outre, le fait qu'il soit légalement tenu d'entreprendre des actions dans le domaine de l'éducation financière renforce les mesures prises et leur assure une continuité.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

le modèle allemand de caisses d'épargne constitue un pilier fondamental tant pour l'éducation financière que pour le développement social et industriel.

Site internet pertinent:

<http://www.sparkassenstiftung.de>





IRLANDE

Promoteur: la National Consumer Agency (NCA), un organisme public créé par le gouvernement irlandais en mai 2007 afin de protéger les droits des consommateurs et de défendre leurs intérêts à l'échelle locale et nationale.

Public cible: les consommateurs en général.

Objectifs du programme: fournir un soutien en ligne et par écrit pour tout type de problème lié aux finances et former le consommateur aux aspects généraux ou spécifiques.

Les actions en bref:

- o dans ce pays, la Banque centrale contrôle un service d'information sur les finances personnelles, qui inclut une ligne d'assistance téléphonique (avec une possibilité d'obtenir des réponses par écrit) et un centre d'information à Dublin;

<http://www.nca.ie>

- o les aspects suivants sont abordés: comment gérer son argent, comment assurer ses actifs, comment demander un prêt, épargner et investir, comment planifier sa retraite, comment présenter une plainte (<http://www.nca.ie/how-to-complain>), ainsi qu'un outil puissant de comparaison des produits financiers de différentes entités;

<http://compare.nca.ie>

- o des programmes destinés aux écoles et des séminaires pour adultes (Training programme) visent à fournir des compétences en matière d'utilisation de l'argent. Ces séminaires d'une durée d'une heure organisés pour les travailleurs sur leur lieu de travail sont assurés par des professionnels de la finance (<http://www.financialeducation.ie>);

- o marketing: en Irlande, les campagnes d'éducation financière à grande échelle ont été très largement diffusées à la télévision, dans la presse, sur l'internet et à la radio, média qui s'est avéré très efficace à cet égard.

Résultats obtenus:

la diffusion de l'éducation financière auprès de toutes les couches de la population, y compris à travers une ligne facile d'accès pour dissiper les doutes et résoudre les problèmes.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

il permet un accès universel à l'assistance gratuite, touche toute la population et oriente la prise de décision informée.

Site internet pertinent: <http://www.nca.ie/>



ESPAGNE

Promoteur: Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA).

Public cible: d'une part, le milieu éducatif et, d'autre part, les personnes menacées d'exclusion sociale et financière.

Objectifs du programme: permettre aux utilisateurs d'utiliser les services financiers de base. Le programme a clairement une orientation pratique; il entend transformer la «conscience» en «savoir», mais aussi essentiellement le «savoir» en «savoir-faire»: aider les personnes à développer des compétences aux fins d'une consommation responsable des produits financiers.

Les actions en bref:

«Banca para todos» est le nom global donné au plan d'action d'éducation financière du groupe BBVA aussi bien en Espagne et au Portugal qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Les actions de diffusion de l'éducation financière sont entreprises depuis 2009.

Le plan d'action global d'éducation financière est mis en œuvre au moyen de programmes spécifiques dans chaque région géographique où le groupe est présent:

- o «Adelante, con tu futuro» destiné aux personnes disposant ou pouvant disposer d'un compte bancaire est mis en œuvre essentiellement en Amérique latine;

<http://www.adelantecontufuturo.com.mx>

- o «Valores de futuro» est conçu pour les enfants de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire obligatoire en Espagne et au Portugal;

<http://www.valoresdefuturo.com/es/home>

- o un soutien aux initiatives en matière d'éducation financière de certains organismes aux États-Unis, avec des programmes comme «Money Smart» pour les adultes et les jeunes adultes, ou «Teach children to save» et «Get smart about credit» pour les enfants.

<http://kidmoney.about.com/od/savingmoney/ht/savemoney.htm>



Dans la majorité des cas, les programmes visent à former les formateurs, puisque ce sont les travailleurs même de l'organisation qui, en se portant bénévoles, diffusent les programmes directement ou en collaboration avec d'autres organismes d'évaluation indépendants et sans but lucratif.

Les actions concrètes des différents programmes sont les suivantes:

- o des ateliers à participation directe sur les finances personnelles, qui ont pour objectif de doter les plus de 17 ans des compétences financières de base pour qu'ils puissent utiliser les services financiers en connaissance de cause;
- o le site web «Adelante con tu futuro» inclut des «astuces», à savoir des recommandations documentées en matière financière, d'épargne, de retraite, de cartes de crédit, de santé financière et de prêt hypothécaire, écrites dans un langage simple et compréhensible. En outre, des vidéos et des bandes dessinées illustrent des situations qui insistent sur une bonne utilisation des outils et des instruments financiers;
- o «Valores de futuro en Educación Primaria y Secundaria», mis en œuvre en Espagne et au Portugal, aborde des contenus en rapport avec l'éducation financière aux valeurs. Son objectif est d'encourager la réflexion, le débat et le dialogue en classe sur les valeurs associées à la bonne utilisation de l'argent. Il propose 56 ateliers interactifs, quatre ateliers de théâtre-action et de débat et deux nouveaux ateliers-projets pour que l'enseignant choisisse ceux qui correspondent le mieux à son programme;
- o des visites de bénévoles pour diffuser les bonnes pratiques en matière d'éducation financière dans les classes. L'équipe de bénévoles est principalement composée de travailleurs du secteur bancaire qui sont précisément formés pour diffuser le programme, en aidant les établissements qui le demandent et en organisant dans les classes des activités dynamiques et interactives d'une durée d'une heure. Parmi les thèmes proposés figurent notamment comment ouvrir un compte bancaire, gérer son argent de poche et établir un budget à la sortie de l'école.

Résultats obtenus:

dans l'ensemble, 23 millions d'euros ont été investis et ont bénéficié à 1,3 million de personnes dans le cadre du plan d'action global de la BBVA en matière d'éducation financière pour la période 2009-2011.

Les réussites les plus significatives sont la bancarisation de personnes menacées d'exclusion sociale et financière et le fait de susciter de l'intérêt pour l'éducation financière dans le milieu éducatif, en comblant les lacunes des programmes publics qui n'incluent pas les finances dans les programmes d'enseignement.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

rendre à la société une partie des bénéfices engrangés dans le cadre de leur activité relève de la responsabilité sociale des entreprises. Malgré ce qui précède, il est indispensable que ces actions soient dénuées de tout conflit d'intérêt; c'est pourquoi il est nécessaire de différencier clairement la fonction pédagogique de la fonction commerciale.

Site internet pertinent: <http://bancaparatodos.com>



FRANCE

Promoteur: ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi en coopération avec des organismes publics et privés.

Public cible: les jeunes et les entrepreneurs, les retraités et d'autres acteurs sociaux.

Objectifs du programme: faire connaître et faire comprendre le monde financier aux consommateurs.

Les actions en bref:

- o les Clés de la Banque est un service mis à la disposition du public par la Fédération bancaire française et destiné à lui apporter les renseignements et les conseils dont il peut avoir besoin pour comprendre les mécanismes bancaires et les utiliser au mieux. Ce service est indépendant de toute enseigne commerciale pour l'analyse des produits financiers et a fait le choix d'employer un langage simple et pédagogique. Le contenu s'adapte à un public cible, organisé selon quatre catégories différentes: particuliers, professionnels, jeunes et autres acteurs sociaux. À titre d'exemple, dans la section consacrée aux professionnels, il est indiqué comment élaborer un plan d'affaires et

la section consacrée aux jeunes leur apprend comment financer leurs études, aussi bien dans leur pays qu'à l'étranger. Le service met à disposition des fiches techniques et des vidéos explicatives. Il existe en outre un lexique de termes financiers, des FAQ, ainsi qu'un accès à des sites internet utiles;

<http://www.lesclesdelabanque.com>

- o en 2009, l'Institut pour l'éducation financière du public (IEFP) a publié le livre «Les finances personnelles pour les nuls», qui tente d'orienter la prise de décision dans le domaine financier et d'encourager une gestion prudente de l'argent. En outre, l'Institut organise des activités en coopération avec les associations françaises de consommateurs dans le but de diffuser l'éducation financière gratuitement auprès de la population;
- o la finance pour tous est un programme d'éducation financière développé par l'IEFP au travers de son site internet et au moyen d'une formation à participation directe;

<http://www.lafinancepourtous.com>



o finances et pédagogie est une initiative créée par le groupe Caisse d'épargne en vue de mener des actions de sensibilisation et de formation sur l'utilisation de l'argent. Les activités sont menées en coopération avec les acteurs locaux de la collectivité: associations de consommateurs, travailleurs, jeunes, établissements d'enseignement, etc., les objectifs de base des programmes étant d'apporter une assistance pour prévenir l'exclusion et les risques dans les décisions financières. Tous les programmes mis en place sont évalués au moment de leur conclusion.

<http://www.finances-pedagogie.fr>

Résultats obtenus:

à lui seul, le programme «Finances et pédagogie» a attiré 75 000 personnes, plus de 4 000 sessions de formation ayant été organisées au cours de la dernière année; l'objectif d'une grande diffusion de l'éducation financière a donc été atteint.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

l'organisation des programmes en coopération avec les acteurs locaux de chaque collectivité est un modèle à suivre, puisqu'il facilite l'accès aux actions et leur diffusion, ainsi que l'adaptation dans chaque cas des programmes aux besoins spécifiques des destinataires.

Site internet pertinent:
www.lafinancepourtous.com





ITALIE

Promoteur: Pattichiari Consortium, organisme indépendant disposant d'une personnalité juridique propre, créé par un groupement bancaire italien avec la participation active de son partenaire, Economiascuola.

Public cible: toute la population, en adaptant les programmes en fonction de la période de la vie.

Objectifs du programme: aider les consommateurs de produits financiers à prendre des décisions informées dans le domaine financier.

Il inclut de multiples programmes d'éducation financière, tout particulièrement des programmes ciblant les étudiants, qui les aident à devenir des adultes responsables formés dans le domaine financier.

Les programmes mis en place doivent leur succès à leur vaste couverture géographique, aux nombreux acteurs participants, à la facilité de leur mise en œuvre et à leur normalisation, ce qui permet de les reproduire facilement.

La législation en matière d'éducation financière est adoptée par le Sénat et les actions sont mises en place par le ministère de l'éducation en collaboration avec différentes institutions comme des banques commerciales (Banco popolare, UBI, Banca Marche, Unicredit Banca, etc.), des établissements d'enseignement (université catholique de Sacro Cuore et autorités éducatives locales), ainsi que

diverses associations de consommateurs (ANCI, Adiconsum, ADOC, Altroconsumo, Casa del consumatore, etc.) et autres.

Dans la mesure du possible, les actions entreprises en matière d'éducation financière s'adaptent aux caractéristiques de la région dans laquelle elles vont être mises en œuvre. À titre d'exemple, en Calabre, les actions tentent de sensibiliser à l'importance de l'économie légale dans le but de faire cesser l'économie souterraine.

Les actions en bref:

- o des programmes destinés aux adultes: en collaboration avec des associations de consommateurs, des programmes ont été lancés dans une cinquantaine de villes dans le but d'aider les adultes à améliorer leur compréhension des produits financiers et à prendre des décisions informées et responsables;

<http://www.pattichiari.it/home/pattichiari-e-gli-impegni/educazione-finanziaria>

- o la création d'un site internet⁷ axé tant sur le monde de l'éducation que sur les citoyens en général, et dont l'objectif est non seulement de former, mais aussi de permettre de télécharger des documents pour travailler directement avec les groupes cibles ainsi que de créer un espace communautaire pour échanger des expériences;

⁷ <http://www.economiascuola.it>.



o «L'Impronta economica plus»: ce programme pour adultes est basé sur des applications multimédias dans lesquelles les utilisateurs reçoivent des informations sur la gestion des ressources économiques. Il cible les jeunes couples, les familles et les personnes plus âgées. Ce programme vise la familiarisation à la gestion budgétaire, à la dépense responsable, la prévention du surendettement et de l'usure, avec laquelle il va parfois de pair;

<http://www.economiascuola.it/impronta-economica-plus>

o des programmes pour les écoles et les établissements d'enseignement: le système d'apprentissage utilisé pour enseigner la finance aux étudiants est le «TeachingMix», basé sur une méthode consistant à «apprendre en faisant», qui permet aux étudiants d'apprendre même les concepts économiques très abstraits et compliqués. Les cours sont simples et interactifs et les experts partagent avec les élèves les compétences et les connaissances qu'ils ont acquises tout au long de leur expérience professionnelle:

• «Notre communauté»: ce programme intègre les finances dans des situations de la vie quotidienne. Il a pour objectif de mettre les étudiants directement en contact avec leur communauté locale par des méthodes d'apprentissage innovantes et pratiques permettant de découvrir la dynamique économique de base et le comportement responsable, ainsi que le fonctionnement des institutions. Il vise des élèves de 9 à 10 ans;

<http://www.economiascuola.it/programmi/elementari/imp-ec-kids>

• «L'Impronta economica»: programme éducatif qui présente l'éducation financière, d'une part, aux 12-13 ans et, d'autre part, aux 17-18 ans, qui sont en dernière année d'études secondaires. Ce programme les forme sur l'économie et les finances, amenant une réflexion sur le contenu des finances dans leur vie quotidienne. La méthode simule des expériences concrètes;

<http://www.economiascuola.it/programmi/medie/imp-ec-junior>



- la semaine de l'éducation financière: les professionnels du secteur bancaire se rendent dans les classes pour donner des cours magistraux basés sur des réalités économiques, en enseignant des aspects fondamentaux de la gestion de l'argent. Cette tâche est dans un premier temps réalisée par les professionnels du secteur bancaire dans les classes;
- la publication de CD multimédias remis gratuitement aux élèves. Les professeurs se voient également remettre un exemplaire de «Teaching Kid» pour la formation.

Résultats obtenus:

les programmes mis en œuvre dans le milieu scolaire pour les années 2010-2011 ont atteint une participation de 27 425 élèves et de 405 établissements d'enseignement; au cours des six dernières années, quelque 261 000 élèves ont suivi ce programme dans toutes les régions de l'Italie.

En marge des actions concrètes encouragées par Pattichiari, la Banque d'Italie effectue des enquêtes tous les deux ans auprès des particuliers afin de connaître le niveau d'éducation financière.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

il s'agit d'un modèle à suivre en raison du vaste éventail des initiatives lancées et de l'ensemble de la population à laquelle ces dernières s'adressent, ainsi que du fait qu'il constitue un exemple de coopération des secteurs public et privé.

Site internet pertinent: <http://www.pattichiari.it/>





HONGRIE

Promoteur: la Banque centrale de Hongrie (Magyar Nemzeti Bank – MNB), en coopération avec l'Association hongroise des planificateurs financiers certifiés (HAQFP) et les ministères de l'éducation et des finances.

Public cible: les étudiants, les professeurs et les citoyens en général.

Objectifs du programme: sensibiliser à l'importance d'acquérir des connaissances et des compétences financières, étant donné le faible intérêt constaté à cet égard.

Les actions en bref:

- o en 2004, le centre des visiteurs de la MNB a été inauguré dans le but de présenter les concepts de base de l'éducation financière et d'améliorer la crédibilité et l'image de la Banque centrale;
- o depuis 2005, la MNB organise des conférences, des séminaires et des tables rondes avec le corps enseignant sur l'éducation financière, poursuivant ainsi l'objectif de coordonner des initiatives en la matière et de faire en sorte que les bonnes pratiques soient appliquées par les autres établissements d'enseignement;



- o depuis 2007, l'éducation financière figure dans les programmes du système éducatif, mais sans que son contenu ou son format ne soient clairement définis;
- o en collaboration avec les ministères de l'éducation et des finances, des guides sont publiés pour les étudiants de dernière année;
- o chaque année, des brochures sont distribuées dans 1 000 établissements secondaires pour 230 000 étudiants;
- o des concours scolaires sont organisés entre établissements sur les connaissances financières pour des étudiants âgés de 15 à 17 ans;
- o un site internet lié à celui de la Banque centrale explique, dans un langage courant, la signification de la terminologie financière de base.

Résultats obtenus:

en 2007, la MNB a réalisé une étude en vue de déterminer le niveau des connaissances financières de la population et a constaté que la majorité des jeunes Hongrois n'étaient pas intéressés par les connaissances sur les services financiers parce qu'ils ne les considéraient pas comme importantes dans leur vie (par exemple, moins de 6 % des jeunes utilisent les services de banque en ligne). Ainsi, ces différentes études ont servi de base à l'élaboration des programmes. Ces derniers ont donc une orientation très pratique, les lacunes ayant été analysées au préalable.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

élaborer les programmes en se basant sur une étude préalable sur le niveau d'alphabétisation financière est un modèle à suivre, puisque cela augmente les possibilités d'une mise en œuvre efficace de mesures concrètes qui comblent les lacunes existantes.

Site internet pertinent: <http://www.mnb.hu>



AUTRICHE

Promoteur: Oesterreichische Nationalbank (Banque centrale d'Autriche - OeNB), en coopération avec des organismes publics et privés.

Public cible: les citoyens en général et les étudiants en particulier.

Objectifs du programme: les objectifs du programme sont les suivants:

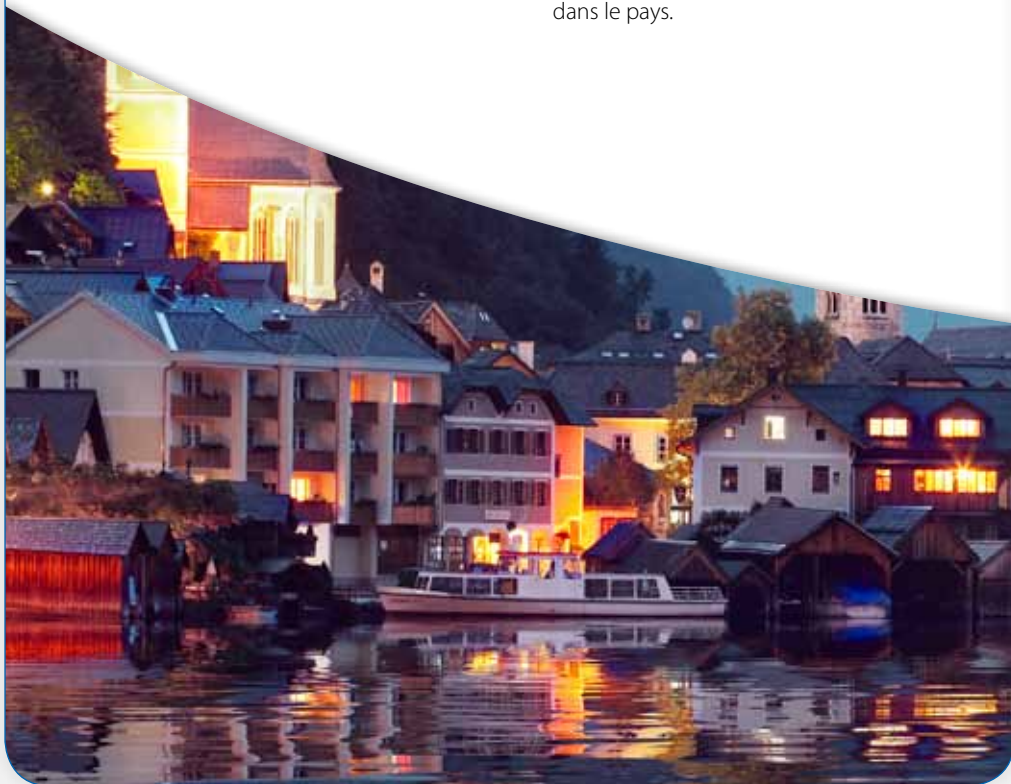
- o contribuer à améliorer l'éducation financière en Autriche en s'efforçant de promouvoir la consommation responsable de produits financiers auprès de la population au sens large;

- o diffuser les connaissances économiques de base afin que les citoyens soient en mesure de comprendre, entre autres, les effets de la fluctuation du taux de change, les conséquences de l'inflation et des autres mesures de politique économique adoptées par les autorités monétaires;

- o développer les connaissances des familles sur les conséquences de l'endettement;

- o informer sur, et permettre la compréhension des fonctions des banques centrales et de la raison d'être de leurs mandats et de leurs décisions;

- o créer une plate-forme pour coordonner les actions en matière d'éducation financière dans le pays.



Les actions en bref: les stratégies de mise en œuvre du programme étant très vastes, voici un aperçu des actions entreprises:

- o un symposium d'éducation financière (avril 2011) dont l'objectif était l'échange d'expériences avec d'autres coordonnateurs dans le domaine de l'éducation financière afin de définir les bonnes pratiques et de pouvoir les reproduire en Autriche;
- o un musée de l'argent (Geldmuseum) qui raconte l'histoire du système monétaire. Le musée a accueilli environ 16 000 visiteurs en 2010; http://www.oenb.at/en/ueber_die_oenb/geldmuseum/money_museum_and_collections.jsp
- o un programme de formation et de diffusion en ligne soutenu par un site internet hébergeant une plate-forme d'éducation financière, tout le matériel didactique et d'autres instruments de soutien. Les outils en ligne les plus pertinents sont les suivants:

- InflationCockpit: il s'agit d'instruments en ligne, incluant notamment des jeux et des concours;

http://www.oenb.at/de/ueber_die_oenb/wirtschaft/Inflationscockpit/inflationscockpit.jsp

- un calculateur de devises: comprend un comparatif de l'évolution de l'indice des prix à la consommation et de son effet sur le panier de la ménagère, ainsi qu'un simulateur de devises;
- Direktzu⁸: une plate-forme de communication en ligne qui permet aux citoyens d'entrer en contact avec l'OeNB afin d'obtenir des réponses à des questions ayant trait à l'éducation financière;

<http://direktzu.at/oenb>

- un calculateur de prêts, qui compare différents types de prêts et propose un aperçu sous forme graphique;

⁸ <http://direktzu.at/oenb>.



- Risk and Return: un site accessible aux élèves âgés de 15 à 19 ans et aux citoyens en général, et dont l'objectif est de les sensibiliser sur leur profil de risque au moment de prendre des décisions financières.
- o une ligne d'assistance téléphonique d'éducation financière, où un groupe d'experts répond aux questions des citoyens en matière d'éducation financière. En 2010, 36 000 consultations ont été enregistrées;
- o la campagne Euro-Bus, dont le plan de formation était essentiellement axé sur l'euro et sa conversion en monnaie nationale (shillings), ainsi que sur d'autres aspects élémentaires pour les citoyens en matière d'éducation financière;
- o l'organisation de séminaires d'éducation financière pour des enseignants, en coopération avec la Volkswirtschaftliche Gesellschaft (organisation à but non lucratif ayant une mission d'éducation en matière économique);
- o l'élaboration et la diffusion de matériel didactique dans le domaine de l'éducation financière pour les étudiants et les citoyens en général. Ce matériel a été réalisé en coopération avec le musée autrichien des affaires sociales et économiques (Österreichisches Gesellschafts und Wirtschaftsmuseum) et peut être téléchargé sur l'internet;
- o l'Eurokids Tour, une visite durant laquelle on explique aux enfants des écoles maternelles comment bien utiliser l'argent;
- o le Concours VKI d'éducation financière pour les étudiants, organisé par l'association de consommateurs Verein für Konsumentenorganisation (VKI). Plus de 1 000 étudiants âgés de 12 à 19 ans y ont participé;
- o le GEWINNinfo Day: congrès d'une journée sur les questions économiques, organisé par la maison d'édition Gewinn et destiné aux jeunes âgés de 16 à 20 ans et originaires de toute l'Autriche;

<http://wirtschaftsmuseum.at/oegwm.htm>

<http://www.vwg.at>

<http://www.gewinn.com/veranstaltungen/gewinn-infoday>



- o des campagnes organisées dans 15 établissements d'enseignement secondaire et écoles de commerce autrichiens, qui consistent en des concours en ligne comprenant trois niveaux de difficulté, des dissertations de 1 000 mots sur des aspects financiers et la présentation d'une décision sur les taux d'intérêts. Parmi les récompenses offertes, les gagnants pourront rencontrer le président de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort.

Résultats obtenus:

étant donné la grande diversité des actions entreprises et le fait qu'elles sont destinées à une population très vaste, les programmes mis en place ont été très largement diffusés. Dans la mesure où il existe un contrôle et un suivi rigoureux de ces programmes, il est possible de connaître le nombre de personnes qui les ont suivis. Nous retiendrons que la plate-forme en ligne enregistre plus de 40 000 visiteurs par mois, que plus de 5 000 élèves et 3 000 enseignants se sont rendus à la journée d'information sur les nouveaux investisseurs et que plus de 650 000 personnes ont participé à la campagne Euro-Bus, soit près de 10 % de la population autrichienne.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

il s'agit d'un modèle de très large portée, tant au niveau des actions qu'au niveau des destinataires. La coordination et la complémentarité entre les différents organismes œuvrant ensemble en faveur du programme sont en outre de qualité. C'est pourquoi ce modèle est convaincant et exemplaire.

Site internet pertinent: <http://www.oenb.at>

Promoteur: Schuldnerhilfe Oberösterreich (organisme d'aide aux personnes surendettées), Arbeiterkammer Oberösterreich (AK), en coopération avec des organismes publics.

Public cible: les citoyens en général et les jeunes en particulier.

Objectifs du programme: enseigner des matières de base, dans le domaine de l'éducation financière ainsi que d'autres droits des consommateurs.



Les actions en bref:

dans le cadre des activités de prévention en matière d'exclusion financière, un Finanzführerschein (permis de conduire financier) a été introduit dans l'État fédéral d'Oberösterreich (Haute Autriche) comme moyen innovant d'enseigner la finance.

Ce projet développé par Schuldnerhilfe Oberösterreich et la Arbeiterkammer (Chambre du travail) constitue un parfait exemple de coopération entre les institutions publiques et de protection du consommateur. Le projet est financé par l'État fédéral d'Oberösterreich.

Pour obtenir ce permis, les participants au programme doivent réussir une série de modules dans le domaine financier (dans le land de Haute-Autriche, le programme comprend dix sessions réparties sur cinq modules différents), qui traitent de sujets tels que le développement de compétences pour gérer l'argent, l'achat sur un site internet, la connaissance de divers produits financiers (crédits, prêts, assurances, etc.), la capacité de comparer les offres financières des banques, le budget individuel, et la formation pour l'élaboration d'un plan financier familial, ayant notamment pour objectif d'aider à prévenir le surendettement.

La formation est clairement orientée vers la pratique et tente d'éviter des problèmes concrets, tels que des factures de téléphones portables trop élevées, les découverts bancaires, ou le financement au moyen de cartes de crédit aux taux d'intérêt abusifs. La formation est dispensée en petits groupes de 8 à 15 personnes. Le contenu est adapté à l'âge des participants.

L'obtention du permis confère aux personnes la capacité de «conduire» leur vie financière avec discernement et de manière responsable. L'obtention du «permis» est gratuite.

Résultats obtenus:

au cours de la première étape du projet, environ un tiers des participants a obtenu le «permis de conduire financier» en achevant avec succès tous les modules. Le projet s'est imposé et s'étend progressivement à l'ensemble du pays.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

le programme aborde de nombreuses situations de la vie courante afin de permettre aux citoyens de les mettre en pratique et de les adapter facilement en fonction du contexte.

Site internet pertinent: <http://www.schuldnerhilfe.at/cms/index.php?menuid=12>





SLOVAQUIE

Promoteur: Národná Banka Slovenska (NBS).

Public cible: la population en général, avec une attention spéciale accordée aux étudiants et aux enseignants.

Objectifs du programme: familiariser les citoyens slovaques avec la gestion de l'argent et les aider à assimiler des concepts financiers de base.

Les actions en bref:

o le site de la NBS accorde une importance particulière à la formation à l'éducation financière, proposant du matériel très didactique et adapté au public cible:

- pour les enfants, il propose des jeux et des histoires attrayants et faciles à comprendre;

<http://www.nbs.sk/sk/vzdelavanie/deti>

- pour les étudiants, des présentations et de courtes vidéos permettent de se familiariser avec le domaine financier et l'utilisation de l'argent;

<http://www.nbs.sk/sk/vzdelavanie/studenti>

- pour les professeurs, il propose du contenu, des affiches et d'autres documents didactiques à télécharger;

<http://www.nbs.sk/sk/vzdelavanie/ucitelia>

o le ministère des finances de la République de Slovaquie et la NBS ont introduit d'une manière transversale l'éducation financière dans le programme, comme partie du tronc commun. Par exemple, en histoire, les étudiants apprennent pourquoi l'argent a été créé ou, en mathématiques, comment calculer le taux d'intérêt d'un prêt;

o le musée des monnaies et des billets propose des programmes éducatifs pour les écoliers;

<http://www.muzeumkremnica.sk/sk/uvod>



o depuis 2010, création d'un organisme chargé de l'éducation financière: l'Académie pour l'éducation financière. Cette organisation indépendante à but non lucratif est soutenue par la NBS et, en coopération avec cette dernière, répond aux besoins éducatifs de la NBS même, des banques commerciales et d'autres institutions financières, garantissant ainsi la mise en place d'activités éducatives pour assurer l'alphabétisation financière du grand public.

<http://www.nbs.sk/sk/ibv>

Résultats obtenus:

une partie de la population a acquis des connaissances de base et le programme développé au sein des établissements d'enseignement a permis l'acquisition de compétences dans le domaine financier.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

introduire les finances à l'école et dans des établissements d'enseignement est une contribution nécessaire et viable dans n'importe quel contexte.

Site internet pertinent:

<http://www.nbs.sk/sk/vzdelavanie>



SUÈDE

Promoteur: Kronofogden, l'équivalent du ministère des finances.

Public cible: la population en général, les familles, les jeunes, etc..

Objectifs du programme: accroître les compétences financières des citoyens suédois.

Les actions en bref:

- o économie ménagère depuis l'enfance: dans un premier temps, au travers de la prévention par l'éducation financière. Un cours intitulé «Foyer et économie» est dispensé dans les établissements d'enseignement suédois. Le Kronofogden est chargé d'aider à élaborer les programmes et à former les enseignants pour qu'ils transmettent des connaissances dans ce domaine aux élèves;
- o par l'intermédiaire des municipalités: chaque municipalité en Suède dispose de «conseillers en matière de dettes et budget», une fonction obligatoire dans toutes les mairies du pays. Ces personnes sont chargées d'étudier et de fournir une assistance gratuite aux citoyens pour

toute question financière, depuis les clauses contractuelles rédigées en petits caractères à l'achat d'un logement jusqu'à la remise des clés, afin d'utiliser au mieux le budget familial. Tout cela est canalisé par l'administration centrale du Kronofogden, qui est l'organe exécutant et décisionnel;

- o actions contre le surendettement: le Kronofogden agit lorsque des familles sont en situation de surendettement irréversible. Ainsi:
 - lorsqu'une famille suédoise est surendettée, elle fait appel au Kronofogden, soit par l'intermédiaire du conseiller financier de la municipalité, soit en demandant directement à l'administration centrale un plan d'assainissement de ses dettes;
 - la famille doit démontrer qu'elle a tenté de remédier à la situation par tous les moyens;
 - le Kronofogden effectue une analyse de l'état des dépenses, des recettes et des dettes, et vérifie qu'il est invivable que la famille rembourse elle-même ses dettes;

- il élabore un plan pour déterminer ce qu'il reste à la famille une fois les dépenses obligatoires payées et dresse un plan de paiement mensuel en fonction des crédateurs, en pourcentage identique pour chacun d'entre eux. Au terme de cinq années, la famille ou la personne concernée aura remboursé ses dettes et repartira de zéro. Il est possible de recourir à ce service une seule fois dans la vie.

Résultats obtenus:

les personnes reçoivent une aide pour gérer des situations personnelles extrêmes. La valeur sociale de ce service est très élevée; il évite que les personnes accumulent des dettes qui les dépassent et les isolent.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

c'est un service coûteux qui suppose une prise de conscience importante en amont, mais, une fois mis en place, les avantages sont évidents.

Site internet pertinent:
<http://www.kronofogden.se/>



ROYAUME-UNI

Promoteur: le Money Advice Service, anciennement Consumer Financial Education Body (CFEB, Conseil d'éducation des consommateurs en matière financière), organisme indépendant actuellement mandaté par le Parlement et qui joue un rôle central dans la gestion des conseils adressés aux consommateurs de produits financiers au Royaume-Uni.

Public cible: la population en général et les jeunes en particulier.

Objectifs du programme: aider les jeunes à terminer leurs études en disposant des connaissances financières nécessaires pour faire face à la vie quotidienne. L'importance accordée à l'éducation financière est telle qu'elle a été intégrée dans le programme d'enseignement.

Les actions en bref:

- o il s'agit d'un modèle à suivre dans le domaine de l'éducation financière, tant pour le vaste éventail d'actions entreprises que pour avoir inclus ce domaine dans le programme d'enseignement obligatoire depuis 2011;

- o «Financial Capability Tools», qui inclut un guide visant à aider à superviser et à évaluer les programmes d'éducation financière élaborés par des experts;

http://www.fsa.gov.uk/pubs/other/fincap_delivering.pdf

- o le site internet «Making Money Make Sense» s'adresse aux jeunes en leur fournissant des informations afin qu'ils disposent de connaissances suffisantes pour prendre des décisions financières de base: souscrire un premier crédit, quitter le domicile familial, etc.;

<http://www.moneymakesense.co.uk>

- o «Support 4 learning» est un programme de formation des enseignants qui, en plus de les former, leur donne la possibilité de télécharger du matériel éducatif pour qu'ils puissent eux-mêmes les diffuser aux enfants et aux jeunes. Ils sont soutenus par des experts bénévoles de différentes organisations qui les aident à préparer les cours d'éducation financière;

<http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20060820083451/http://support4learning.org.uk/money/index.cfm>

- o un chiffreur de divorce qui permet de calculer les coûts liés aux divorces, aide à planifier le budget face à ces nouvelles circonstances et à calculer les frais de la séparation des biens;

<http://divorce.moneyadviceservice.org.uk>

- o la campagne «Now Let's Talk Money» est orientée vers la lutte contre l'exclusion financière. Entre autres mesures, ce programme tente de lutter contre l'exclusion au moyen de l'expansion et de la modernisation des coopératives de crédit. Il œuvre également pour que les couches les plus démunies de la population aient accès à des comptes bancaires de base, au crédit à bas coût et aux assurances-habitation, ainsi qu'à des conseils financiers objectifs pour pouvoir prendre des décisions financières informées et responsables;

<http://www.dwp.gov.uk/other-specialists/now-lets-talk-money>

- o le «Financial Literacy Resource Centre»: centre d'alphabétisation financière qui propose de la documentation tant pour les étudiants que pour la population adulte en général;

<http://www.financialeducatorsCouncil.org/>

- o des vidéos de sensibilisation ont été réalisées, montrant des situations réelles de la vie quotidienne liées aux finances;
- o des programmes spécifiques pour atteindre les zones rurales du pays de Galles, basés sur le thème «donner les moyens au

médiateur». Dans ce cas, les programmes ont été axés sur les sages-femmes qui, mettant à profit le soutien qu'elles apportent durant la grossesse, offrent des conseils aux futures mamans sur les notions de base de l'économie familiale;

- o «Money Guidance», distribué à plus de 750 000 personnes pour leur servir de guide dans la prise de décisions de base dans le domaine financier;

<http://www.yourmoneyguide.co.uk>

- o pour la population adulte, la stratégie a été d'accompagner les adultes au cours des étapes cruciales de leur vie:

- la naissance d'un enfant: «Le guide de l'argent pour les parents» est distribué aux parents par les sages-femmes; les centres pour l'enfance sont également mis à contribution;

<http://www.moneyadviceservice.org.uk/parents>

- emploi: «Utiliser au mieux son argent» communique des informations aux employés sur leur lieu de travail avec l'aide de bénévoles;

<http://www.moneyadviceservice.org.uk/workingwithus/default.aspx>

- d'autres moments importants de la vie sont également abordés, comme la séparation, le divorce ou la retraite.

<https://moneyadviceservice.org.uk/en/categories/retirement>



Le gouvernement participe activement à cette initiative. Entre 2008 et 2011, il a dépensé 30 millions de livres sterling pour fournir le personnel nécessaire à l'éducation financière dans les établissements d'enseignement.

Résultats obtenus:

Différentes études et analyses sur l'efficacité des programmes d'éducation financière ont été élaborées en parallèle aux programmes même, notamment des études très complètes sur la diffusion des programmes d'éducation financière, comme celle de la Financial Services Authority (Autorité des services financiers - FSA), intitulée «Financial Capability in the UK: Establishing a Baseline», qui a défini et analysé les besoins de la population du Royaume-Uni en matière d'éducation financière afin d'orienter les programmes de manière à combler les lacunes (http://www.fsa.gov.uk/pubs/other/fincap_baseline.pdf).

Les programmes d'éducation financière ont été très largement diffusés, notamment dans le milieu scolaire, ce qui a permis l'acquisition des compétences nécessaires à une consommation responsable des produits financiers et à une prise de décisions financières adéquates, grâce à l'orientation essentiellement pratique de ces programmes.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

Le soutien, tant économique que formel, fourni par le gouvernement à une grande diversité d'actions, ainsi que l'introduction de l'éducation financière en tant que matière à part entière des programmes d'enseignement, comme les autorités européennes l'ont conseillé, devraient constituer un objectif essentiel pour tous les pays. C'est uniquement en introduisant de manière obligatoire l'éducation financière dans les écoles et les établissements d'enseignement que l'acquisition de connaissances financières se verra accorder l'importance qu'elle mérite et que nous pourrons garantir que la population dispose d'informations précises pour gérer son économie quotidienne avec rigueur et sécurité.

Site internet pertinent:

<http://www.moneyadvice.service.org.uk>





Initiatives de la Commission européenne en matière d'éducation financière dans l'UE

Promoteur: la direction générale de la santé et des consommateurs (SANCO) de la Commission européenne.

Public cible: la population des 27 pays de l'Union européenne, avec de la documentation en ligne dans chaque langue.

Programmes: Dolceta (jusqu'au 30 juin 2013) et Consumer Classroom (à partir du 15 mars 2013).

DOLCETA

Objectifs du programme: offrir des modules interactifs contenant des informations sur les droits et les services et des ressources pédagogiques pour une consommation responsable, ciblant tant les adultes que les élèves de l'enseignement primaire et secondaire. Ce programme insiste tout particulièrement sur l'alphabétisation financière.

Tous les documents se basent sur trois aspects, les compétences, l'attitude et la compréhension, en vue de renforcer au mieux les capacités concernant la consommation responsable des produits financiers.

Les actions en bref:

le contenu s'organise en différentes parties:

- o des unités didactiques en fonction de l'âge du public cible (élèves du primaire et du secondaire et adultes). Les contenus du module sur les services financiers sont les suivants: la gestion du budget familial, le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire, le compte à vue, les moyens de paiement et les placements, avec une analyse détaillée des différents produits d'épargne;
- o un glossaire des termes financiers dont l'objectif est l'alphabétisation et la maîtrise des termes les plus courants;
- o des activités pratiques axées sur la vie quotidienne (par exemple, l'enseignant remet à l'élève une photocopie d'une carte de crédit et de débit et lui demande d'analyser et de décrire les champs qu'il observe);
- o des quiz axés sur l'alphabétisation financière et liés aux activités propres à chacun;



- o des comparaisons des produits et services existant sur le marché financier, mises à la disposition des consommateurs afin de parvenir à une consommation durable;
- o une analyse sur des cas concrets de la vie courante: l'élève utilise tel instrument financier, en revenant, par exemple, sur la carte de crédit (on demande à l'élève d'apporter un justificatif de paiement avec la carte pour l'analyser en détail);

Résultats obtenus:

le programme Dolceta est largement diffusé auprès de la population des 27 États membres de l'Union européenne à laquelle il est destiné, en uniformisant les compétences, les connaissances et l'autonomie financière des citoyens. Le site internet enregistre en moyenne 70 000 visites par mois.

Valeur d'exemple du programme et possibilité de transfert:

il s'agit d'un outil d'éducation financière commun à tous les États membres de l'Union européenne.

Consumer Classroom

Informations sur le programme:

à la suite d'une évaluation de ses activités dans le domaine de l'éducation financière, la Commission européenne a lancé un nouveau site web interactif d'éducation à la consommation, mis en ligne en mars 2013. Le site «Consumer Classroom» (salle de classe des consommateurs) vise à informer un public spécifique: les enseignants. Plus particulièrement, ce nouveau programme reprend le contenu du site internet Dolceta qui s'adressait aux enseignants. Il offre une plateforme de partage d'expériences, de dialogue et de matériel didactique sur l'éducation des consommateurs.

La Commission européenne crée également un groupe d'experts pour discuter du développement de l'éducation à la consommation, dont l'un des éléments est le projet Consumer Classroom.

Site internet pertinent: <http://www.dolceta.eu>



Perspectives d'avenir en matière d'éducation financière

Le CESE est pleinement conscient du fait que les compétences de la Commission en matière d'éducation sont limitées⁹ mais cela étant, il fait valoir que l'éducation financière dépasse le cadre de l'éducation en soi dès lors qu'elle concerne également le renforcement de la capacité d'action des personnes, traite le problème de l'exclusion sociale et promeut une consommation responsable.

Le CESE exhorte la Commission à envisager sérieusement l'élaboration de mesures législatives qui obligent les États membres à promouvoir activement l'éducation financière.

Dans une perspective d'avenir, il existe un vaste consensus entre organismes et institutions (dont les plus intéressants en matière d'éducation financière sont probablement le réseau international sur l'éducation financière (INFE) de l'OCDE) concernant les contenus et pratiques les plus pertinents qu'il y a lieu de considérer en matière d'éducation financière. Le CESE rejoint pleinement ces orientations et appelle par conséquent les gouvernements et les entités financières à fournir des moyens suffisants pour promouvoir leurs initiatives:

- o application d'une méthodologie commune pour évaluer le niveau de familiarité avec les questions financières et le degré d'inclusion de la population en la matière;
- o inclusion accrue de l'éducation financière dans les programmes scolaires. Application d'une méthodologie internationale visant à évaluer l'efficacité et l'efficacité des programmes dans les écoles¹⁰;
- o conception de stratégies nationales d'éducation financière, incluant des systèmes adéquats de suivi et d'évaluation d'impact;
- o renforcement des stratégies d'inclusion financière. Redoublement d'efforts auprès de groupes spécifiques (jeunes, femmes, immigrés, personnes à faibles revenus);
- o protection des droits des consommateurs de produits financiers;
- o organisation d'une journée européenne de l'éducation financière, par exemple, sous les auspices de la présidence tournante de l'Union européenne et promotion de l'organisation d'une conférence annuelle en faveur de l'éducation financière, avec la participation d'experts reconnus;

⁹ Selon l'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il incombe aux États membres de légiférer dans le domaine de l'éducation.

¹⁰ Le programme PISA (Programme d'évaluation internationale des étudiants) introduira des questions liées à l'éducation financière dans la prochaine édition (2013) afin d'évaluer le degré de connaissances en la matière chez les jeunes de quinze ans des principaux pays industrialisés.

- o création d'un système de reconnaissance publique à l'échelle européenne (par exemple un prix) récompensant les meilleures initiatives d'éducation et les meilleures pratiques;
- o renforcement de la coopération entre la Commission européenne, l'OCDE et les gouvernements nationaux pour exploiter les synergies potentielles et éviter les doubles emplois; tenue de réunions périodiques entre gouvernements des États membres sur les programmes d'éducation financière en cours et inclusion de ces considérations dans le programme politique national (ces réunions doivent non seulement permettre de présenter les actions en cours mais également d'analyser l'impact de ces actions);
- o réguler le rôle des intermédiaires financiers et des officiers publics dans l'éducation financière, pour faciliter un accès élargi aux informations financières et en améliorer la compréhension¹¹. Il conviendrait d'établir des mécanismes de surveillance à même de garantir l'impartialité de leurs opérations;
- o créer une agence européenne de protection des consommateurs de produits financiers, surveillance des pratiques bancaires (notamment en matière d'accessibilité, de transparence et de comparabilité des produits financiers) et lutte contre la fraude. Cette institution devrait être habilitée à prendre des sanctions;
- o obliger le secteur financier à incorporer des supports physiques pour informer les clients de produits financiers sur leurs droits et sur les étapes à suivre en cas de non-conformité d'une proposition ou d'une décision de l'entité financière;

Le CESE souhaite ajouter les propositions suivantes, qui associent des initiatives destinées à améliorer les aptitudes financières des citoyens et différentes mesures visant à renforcer les niveaux de protection du consommateur individuel de produits financiers:

- o créer un organe indépendant, pour conseiller gratuitement les consommateurs de produits financiers et leur donner les moyens d'intégrer des critères ESG dans leurs décisions financières: ces conseils pourraient être dispensés dans le cadre d'un contact direct ou d'un service téléphonique spécial;

¹¹ Sans préjudice des fonctions de formation à proprement parler qui incombent au système éducatif.



- o faire apparaître sur les supports d'information concernant les produits financiers (comme c'est le cas pour les médicaments) des avertissements sur les contre-indications et effets secondaires potentiels de chaque produit, ainsi que les éléments relatifs aux conditions des contrats;
- o créer un groupe d'experts sur l'éducation financière dans chaque État membre. Le groupe d'experts devra disposer d'une stratégie d'éducation financière, de manière à renforcer les plans prévus, en associant les principaux acteurs de la société civile organisée;
- o définir, avec le soutien de la Commission européenne, une stratégie cohérente sur l'éducation financière (auprès des pouvoirs publics nationaux des États membres qui ne l'ont pas encore mise en œuvre) en prenant comme référence les pays ayant progressé de la manière la plus satisfaisante dans ce domaine;
- o prévoir un plan budgétaire pour chaque stratégie nationale d'éducation financière, précisant qui financera les programmes d'éducation financière et avec quelles ressources;
- o renforcer le parrainage par la Commission européenne des actions menées en matière d'éducation financière dans les États membres, sur la base des meilleures pratiques enregistrées;
- o encourager la généralisation des comptes nationaux de sécurité sociale de telle sorte que tous les travailleurs soient informés, une fois par an, des pensions auxquelles ils auront droit au moment de leur départ à la retraite;
- o encourager les produits financiers spécifiques pour les jeunes (à partir de 14 ans, âge qui précède l'émancipation et l'entrée dans la vie active) et envoyer à ces derniers des informations périodiques sur les caractéristiques et le fonctionnement de ces produits;
- o inciter l'industrie du jouet à développer des jeux qui incluent des notions financières dans un but didactique;



- o émettre des programmes de télévision et de radio de courte durée (10 ou 15 minutes), sur des questions financières de base (crédits, hypothèques, assurances, etc. ainsi que des concepts de base tels que la rentabilité ou le risque), lancer des initiatives multimédias et promouvoir l'éducation financière sur les réseaux sociaux;
- o recourir davantage aux organisations de consommateurs et à d'autres organisations indépendantes de la société civile organisée pour diffuser et mettre en œuvre les initiatives des gouvernements en matière d'éducation financière.

Enfin, le CESE souligne que les besoins des consommateurs de produits financiers doivent occuper une place prioritaire dans l'ordre du jour des réunions internationales de haut niveau, en particulier, les sommets du G-20. À cet égard, Consumers International¹² appelle à la création d'un groupe d'experts en protection financière du

consommateur, qui rende compte au G-20, afin de garantir l'accès à des services financiers stables, justes et compétitifs.

En ce qui concerne ces demandes, le sommet du G-20 qui s'est tenu en juin 2012 a manifesté son plein soutien à la mise en œuvre de mesures favorables à l'inclusion financière et à l'éducation financière, par le développement de modèles et d'approches innovants fournissant des outils de promotion utiles, tels que l'échange de bonnes pratiques.

Plus concrètement, le G-20 a insisté sur la nécessité que les femmes et les jeunes puissent bénéficier des services financiers et de l'éducation financière, et a identifié les obstacles auxquels ces groupes sont confrontés pour accéder à des services financiers utiles, accessibles, sûrs et intégraux.

¹² Consumers International représente 220 organisations de consommateurs dans 115 pays.



Glossaire de l'éducation financière

CONCEPT	DÉFINITION
Aptitude financière	Capacité à prendre des décisions financières informées.
Aval	Garantie par laquelle une personne s'engage à répondre des obligations ou des dettes contractées par une autre personne, si cette dernière ne le fait pas.
Banque	Entité agissant en qualité d'intermédiaire, qui collecte l'épargne des clients et prête aux individus ou aux entreprises qui ont besoin de financement en échange de commissions. Elle fournit aussi d'autres services tels que la domiciliation de paiements, le change de devises, la gestion des titres, etc..
Banque à distance	Ensemble de services bancaires fournis via Internet ou d'autres moyens (téléphone, distributeurs automatiques, agents...) permettant aux clients de réaliser différentes opérations sans devoir se déplacer à l'agence bancaire.
Budget	Prévision des recettes et des dépenses pour une période déterminée.
Carte de crédit	Moyen de paiement différé, qui permet à son titulaire d'effectuer des dépenses et de retirer de l'argent dans un distributeur automatique sans devoir pour autant disposer des fonds suffisants au moment de l'achat.
CESE	Comité économique et social européen.
Commission bancaire	Coût d'un produit ou d'un service bancaire.
Coopérative	Ensemble de personnes ou d'entreprises se regroupant en vue d'atteindre une fin commune.
Crédit	Contrat par lequel une entité financière met à disposition d'un client une certaine somme d'argent, ce dernier étant tenu de payer uniquement les intérêts du montant utilisé qu'il devra rendre dans les délais convenus.
Dans le rouge	Solde négatif d'un compte lorsque des montants supérieurs à ceux disponibles sur le compte ont été débités.
Découvert	Situation d'un compte bancaire ayant un solde négatif et étant dès lors insuffisamment provisionné pour faire face aux paiements.
Déficit budgétaire	Terme technique désignant la différence entre les recettes et les dépenses.

CONCEPT	DÉFINITION
DOLCETA	DOLCETA (Development of On Line Consumer Education Tools for Adults) est un projet européen développé par la Direction Générale Santé et Protection du Consommateur de la Commission européenne.
Éducation financière	Il s'agit d'un processus par lequel des consommateurs ou des investisseurs financiers améliorent leur compréhension des produits et des concepts financiers et acquièrent, au moyen d'une information, d'une formation ou d'un conseil objectif, les compétences et la confiance nécessaires pour mieux comprendre les risques et les opportunités, et ainsi faire des choix raisonnés dans le but d'améliorer leur bien-être financier.
Endettement	Acte de contracter des dettes.
Entités financières	Institutions qui jouent un rôle d'intermédiaire dans le système financier, canalisant les capitaux des épargnants vers les demandeurs de financement. Elles fournissent aussi d'autres services liés à l'argent en échange du paiement de tarifs et de commissions.
Épargne	Part du revenu qui n'est pas utilisée et qui constitue un excédent accumulé pour faire face aux besoins futurs.
Euribor	Taux d'intérêt interbancaire auquel les entités bancaires de la zone euro achètent et vendent l'argent entre elles.
Garantie	Ensemble de biens avec lequel l'emprunteur répond en cas de non-respect des conditions prévues par le contrat d'emprunt ou de crédit.
GEEF	Groupe d'experts sur l'éducation financière, mis en place par la Commission européenne.
IGFE	International Gateway for Financial Education, dépendant de l'OCDE.
Intérêt	Représente le gain produit par l'argent déposé sur un compte ou par l'investissement dans certains produits déterminés.
Investissement	Action consistant à destiner une partie de l'épargne à l'achat de biens ou d'actifs financiers en vue d'obtenir un rendement. L'investissement peut présenter un risque plus ou moins important selon le type d'actif.
Liquidité	Capacité d'un produit financier à se transformer en argent effectif.

CONCEPT	DÉFINITION
MIFID	Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers. Directive 2004/39/CE
Monnaie	Instrument accepté comme unité de compte, mesure de valeur et moyen de paiement.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
Opération financière	Négociation ou contrat entre deux ou plusieurs parties en vue de l'achat ou de la vente de produits financiers.
Pension de retraite	Allocation perçue par une personne qui se retire du monde du travail à partir d'un certain âge ou pour motif d'incapacité.
Planification financière	Stratégie et organisation décisionnelle visant à atteindre des objectifs économiques définis et concrets, à partir d'une situation financière de départ.
Prêt	Opération par laquelle le prêteur met à la disposition de l'emprunteur une somme d'argent, que ce dernier s'engage à lui restituer avec les intérêts, dans les délais et suivant la forme préalablement convenus. La principale différence avec le crédit réside dans le fait que l'entité financière libère en une fois le montant correspondant sur un compte du client.
Rentabilité	Gain dégagé par un investissement ou une activité économique.
Risque financier	Mesure de l'incertitude liée au résultat d'un investissement.
Solvabilité	Capacité financière d'une personne à faire face à ses obligations de paiement.
Taux d'intérêt	Prix de l'argent, c'est-à-dire le montant que doit payer l'emprunteur au prêteur pour pouvoir disposer de l'argent pendant une durée déterminée. Ce montant est exprimé en pourcentage de la somme d'argent prêtée.
Transparence	Terme désignant l'esprit d'ouverture et de clarté visant à améliorer l'accès du public à l'information et à produire des documents clairs et compréhensibles.

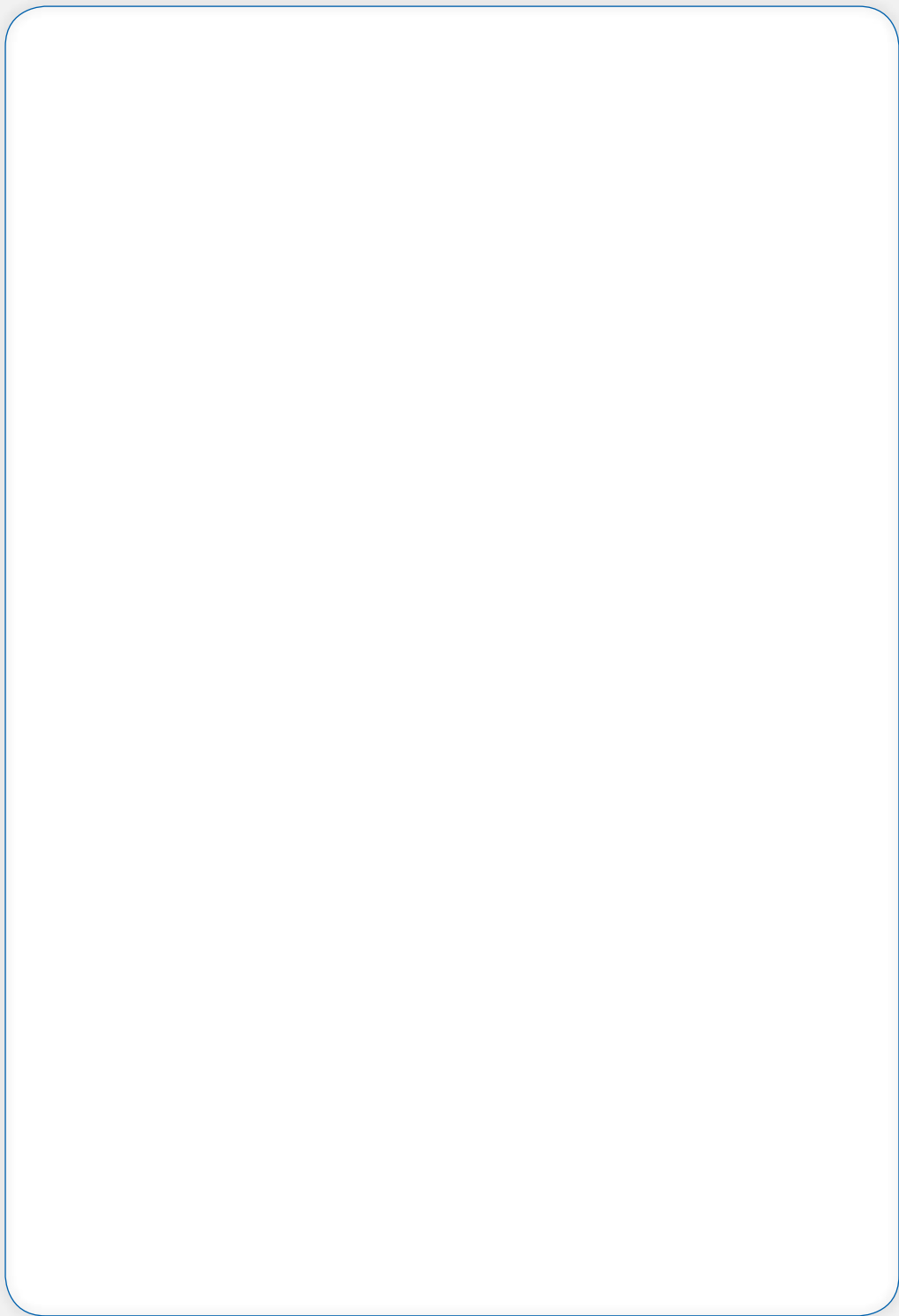
Notes

This image shows a single page of white paper with horizontal blue lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, typical of notebook paper or a document template. There are no margins, text, or other markings on the page.

Droits d'auteur

Couverture	Tableau de Mercedes Sofía Pintó
p. 2	©Shutterstock/zhangyang13576997233
p. 3	©EESC
p. 4	©EESC
p. 5	©Shutterstock/Artens
pp. 6, 7	©Shutterstock/fuyu liu
p. 7	©Carlos Trias Pintó
pp. 8, 9	©Shutterstock/isak55
p.9	©Shutterstock/Monkey Business Images
pp. 10, 11	©Shutterstock/prasit chansareekorn
pp. 12, 13	©Shutterstock/NCG
p. 13	Tableau de Mercedes Sofía Pintó
pp. 14, 15	©Shutterstock/fivepointsix
p. 16	©Shutterstock/Peshkova
pp. 18, 19	©Shutterstock/Migel
pp. 20, 21	©Shutterstock/Zsolt Biczo
pp. 22, 23, 24	©Shutterstock/Kletr
p. 25	©Shutterstock/efirm
pp. 26, 27	©Shutterstock/isak55
p. 28	©Shutterstock/BMJ
p. 29, 30, 31	©Shutterstock/StockCube
pp. 32, 33	©Shutterstock/Bas Rabeling
p. 35	©Shutterstock/dotshock
pp. 36, 37	©Shutterstock/ssguy
pp. 38, 39	©Shutterstock/Migel

Toute utilisation ou reproduction de chacune des photographies ou illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.



Le CESE est en ligne:

www.eesc.europa.eu

Le CESE sur les médias sociaux:



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE
www.eesc.europa.eu

Responsable d'édition: unité "Visites et publications"
EESC-2012-62-FR

© Union européenne, 2013
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source



FR

QE-30-12-894-FR-C
ISBN 978-92-830-1983-1



doi:10.2864/22300